

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 AVRIL 1904.

Proposition de loi tendant à la revision des articles 47 et suivants
de la Constitution.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

C'est le titre d'honneur de la Revision de 1893 d'avoir aboli pour jamais l'ostracisme politique qui frappait la classe ouvrière. La condamnation du régime censitaire et l'inscription du suffrage universel dans la Constitution sont des mesures définitives. Nul n'oserait proposer un retour en arrière. Nul n'oserait tenter d'arracher le droit électoral à cette classe ouvrière que la bourgeoisie laborieuse sait bien avoir été sa meilleure et sa plus puissante collaboratrice dans l'œuvre d'édification de notre grandeur industrielle. Au jugement de l'étranger, nos ouvriers figurent parmi les premiers du monde. Ils seraient sans rivaux, si nos écoles étaient ce que sont les écoles de tous les peuples de haute civilisation.

Mais si le suffrage universel est devenu la base, désormais inattaquable, de notre Constitution, l'inégalité politique n'en a pas disparu, et l'heure est venue d'achever l'œuvre de 1893. La fière et noble déclaration de l'article 6 de notre pacte fondamental : « *les Belges sont égaux devant la loi* », doit cesser de se heurter aux privilèges censitaires du vote plural pour devenir enfin une vivante réalité.

C'eût été chose heureuse, pour notre pays, que justice entière eût été faite dès 1893; car c'est aux vestiges censitaires du vote plural qu'il faut attribuer, pour la plus large part, l'âpreté douloureuse des luttes politiques et sociales qui se sont poursuivies depuis onze ans. Les privilèges sont odieux, et il n'est que les peuples avilis qui puissent s'y résigner.

Si la paix sociale a continué à paraître parfois mal assurée, c'est que les

inégalités nouvelles imaginées contre les moins fortunés de nos concitoyens, entretenaient dans la foule des sentiments d'irritation et de colère à travers lesquels s'obscurcissait le souvenir de la grande révolution pacifique que le concours du peuple et de la bourgeoisie avait accomplie.

On oubliait que l'on avait conquis le suffrage universel pour ne plus songer qu'à l'injustice du vote inégal : « **trois voix aux riches, une voix aux pauvres !** » Et l'on s'indignait ! De sorte que, pour n'avoir pas su faire justice complète, les pouvoirs publics perdirent le bénéfice de l'apaisement social que tous avaient espéré. Le peuple ouvrier, qui avait fait reconnaître son droit dans une si large mesure, demeurait hostile et conservait son grief comme s'il n'avait rien obtenu. Il songeait à ce dont il restait dépourvu !

C'est chose fréquente que les demi-mesures et les réformes incomplètes demeurent stériles jusqu'au jour où elles s'achèvent pour réaliser pleinement la justice. Il eût donc été préférable que le privilège censitaire fût totalement chassé de la Constitution. Mais c'est une loi de l'histoire que les institutions mauvaises disparaissent rarement en un jour. Filles de l'erreur, elles ont été semeuses d'injustice, et les cerveaux qu'elles ont faussés ne reviennent que par étapes au sens de la vérité et à la conscience du droit. Et, sauf aux heures des grandes révolutions libératrices, qui sont comme les ruptures de chaînes des peuples dont une trop longue oppression a lassé la patience, il est souvent nécessaire de se résigner à n'accomplir qu'une partie de la tâche entreprise.

La Revision de 1893 a été une transaction. Elle était aussi une trêve. Elle a épargné à la Belgique une révolution qui eût fait couler des torrents de sang.

Elle était donc légitime. Elle l'était à ce point que tous les partis s'inclinèrent devant sa nécessité. Elle fut votée par la Chambre et par le Sénat, à des majorités énormes appartenant, presque dans la même proportion, au parti libéral et au parti catholique. Il n'y avait pas alors de députés socialistes, et la démocratie ouvrière n'avait d'autres organes parlementaires de ses aspirations que les députés de la Gauche libérale du suffrage universel. Mais elle assistait du dehors, anxieuse et frémissante, menaçante aussi, aux décevantes péripéties de la lutte qui se poursuivait ici pour la défense de son droit.

Sans doute, transaction et trêve étaient, pour elle, plus pénibles à subir, et elle souffrit cruellement de voir ajourner encore la réalisation intégrale de son long rêve de justice; sans doute, elle jura de ne jamais renoncer à son noble idéal d'égalité politique; mais le peuple est volontiers généreux, et ce lui est une si grande joie qu'un peu de justice lui permette de reprendre confiance que, ne pouvant souscrire à la transaction du vote plural, il voulut au moins consentir la trêve.

A peine la nouvelle du vote célèbre par lequel, le 18 avril 1893, la Chambre avait proclamé le suffrage universel avait-elle franchi la forêt de baïonnettes dont on avait entouré le Parlement, que l'agitation cessait comme par enchantement ! Et le Conseil général du parti socialiste mettait un terme à la plus formidable grève politique qui ait éclaté dans notre pays. Dès le lendemain,

les travailleurs remplissaient les usines et le pays pacifié reprenait sa noble tâche industrielle !

La démocratie ouvrière avait, elle aussi, donné crédit au nouveau régime.

Le nouvel état de choses s'inaugurait donc sous les plus heureux auspices. Il s'était improvisé un peu à la hâte, sans doute, comme il arrive aux choses que l'on a trop longtemps fait attendre; mais on devait supposer que les corrections nécessaires s'effectueraient après les premières expériences, sans agitations violentes comme sans résistances aveugles, dans un commun sentiment de bonne entente entre la bourgeoisie, qui avait sacrifié ses privilèges, et le peuple, dont ce sacrifice avait consacré les droits.

Pourquoi ces espérances ont-elles été déçues? Quelle est la part des hommes, quelle est celle des circonstances dans leur avortement?

L'histoire déterminera les responsabilités. Mais cet exposé n'est pas une œuvre de polémique, et ce serait chose vaine, à l'heure actuelle, que de trop insister sur une querelle dont les partis sont mauvais juges et qui ne sera tranchée que par un verdict de la Nation souveraine.

Il suffit de constater qu'à la seule exception du parti au pouvoir, tous les partis se sont prononcés pour une nouvelle revision de la Constitution. Ceux-là même qui avaient jugé la revision de 1893 aventureuse et téméraire, estiment aujourd'hui qu'il est indispensable de doter le pays d'institutions démocratiques définitives.

Le parti libéral, dont l'unité s'est brisée autrefois précisément sur la question du suffrage universel, s'est reconstitué, il y aura bientôt quatre années, en faisant de la revision de la Constitution et du suffrage universel le premier article de son programme. Le parti socialiste n'a cessé de poursuivre passionnément les mêmes revendications. Et, même dans les rangs catholiques, nombreux sont les hommes que vingt déclarations antérieures rattachent à la cause du suffrage universel. Il en est qui n'ont pas hésité à s'exiler de leur parti pour défendre plus librement la cause de l'égalité politique.

Ce ne sont plus seulement des ouvriers et des démocrates qui demandent la revision. La bourgeoisie la réclame tout aussi résolument. Les hommes les plus modérés s'associent au mouvement.

Nous nous trouvons donc en présence d'une véritable évolution de l'opinion. Ce qui pouvait paraître hardi en 1893 est jugé insuffisant aujourd'hui. C'est que l'expérience a démontré, même à ceux que le principe du vote plural aurait pu séduire, que le système fonctionne dans des conditions qui ne sont ni rationnelles ni équitables. Beaucoup, redoutant l'ignorance, auraient voulu garantir le suffrage universel contre les entraînements possibles de ses éléments les plus dépendants et les moins initiés aux choses de la politique, mais ils n'hésitent pas à dire aujourd'hui que les privilèges censitaires du vote plural, loin d'atténuer le danger, l'aggravent considérablement.

La propriété foncière est, en effet, l'élément dominant du régime actuel. Le commerce, l'industrie, la science, l'art, le travail sous toutes ses formes, sont rejetés à l'arrière-plan.

Et les choses sont organisées de telle façon que la propriété foncière *rurale* produit, à valeur égale, une quantité de suffrages supplémentaires incomparablement supérieure à la quantité de suffrages supplémentaires qui résulte de la propriété foncière *urbaine*. Les immeubles d'une valeur de 2,000 francs, petites maisons ou lopins de terre, foisonnent à la campagne. Il n'en existe pas dans les villes où les moindres maisons ont une valeur beaucoup plus élevée. De sorte que c'est dans les campagnes surtout que s'opère l'effrayante multiplication des suffrages supplémentaires dus à la seule qualité de propriétaire foncier.

En 1893, l'abaissement jusqu'à 2,000 francs de la valeur de la propriété immobilière qui allait donner droit à un vote supplémentaire, avait fait illusion, et le privilège avait revêtu l'aspect d'un privilège presque démocratique. Mais la vérité est que, sous cette apparence trompeuse, il atteignait des proportions insoupçonnées et devenait cent fois plus redoutable que s'il avait été réservé aux seuls grands propriétaires. Ceux-ci, en effet, ne sont pas nombreux; mais il y a actuellement 331,000 électeurs, possesseurs d'immeubles de 2,000 francs, qui leur donnent un double vote, et le nombre est énorme de ceux qui, parmi ces propriétaires, ne sont que des instruments soumis à toutes les influences et à toutes les pressions conservatrices.

Un lopin de terre ou une maisonnette de 2,000 francs ne sont pas même des garanties d'indépendance et ne font souvent que river à la glèbe, aussi durement qu'aux temps du servage, les pauvres gens qui les possèdent. Ces malheureux ne sauraient vivre d'aussi peu, et ils dépendent du grand seigneur qui consentira à leur affermer le lopin de terre complémentaire qui leur est indispensable.

Leur situation n'implique, à coup sûr, aucune supériorité d'intelligence ou de jugement. Beaucoup de cultivateurs sont aujourd'hui des hommes instruits; mais à combien d'entre eux manquent encore les connaissances les plus élémentaires? D'ailleurs, ce qui est essentiel en matière électorale, n'est-ce pas la connaissance des faits de la politique? Et comment pourraient-ils l'acquérir, ceux d'entre ces hommes qui ne possèdent pas même une instruction primaire, qui vivent isolés, éloignés des centres de la vie intellectuelle, et qui, quand ils lisent, ne lisent que des journaux dont la partialité les induit souvent en erreur et qu'ils n'ont aucun moyen de contrôler?

Voici cependant qu'on va leur accorder un avantage de plus!

La Gauche du suffrage universel avait, en 1893, offert comme terrain de conciliation, de concéder un double vote aux chefs de famille. Ce n'était pas, à vrai dire, un privilège, puisque le chef de famille, sous un régime où les femmes ne votent pas, ne faisait en réalité que représenter l'intérêt de sa femme et de ses enfants. Mais, en retenant la concession, on n'a accordé le double vote qu'aux chefs de famille qui payeraient 5 francs de contributions personnelles du chef de leur habitation. Et de cette façon, on a fait réellement de ce double vote un privilège, puisqu'il n'est accordé qu'à 33 % des chefs de famille âgés de 35 ans.

67 % en sont exclus.

Et, encore une fois, c'est sur les villes que l'exclusion pèse le plus lourde-

ment, car la même maisonnette de 2,000 francs qui, aux champs, vaut à son possesseur le suffrage supplémentaire foncier est aussi taxée à la contribution personnelle de 5 francs et lui vaut le suffrage supplémentaire du chef de famille. C'est ainsi que les électeurs à trois voix pullulent dans les campagnes, tandis que l'ouvrier des villes qui n'a pas de maison et qui n'est pas inscrit à la contribution personnelle ne peut émettre qu'un suffrage!

Tout concourt donc à assurer l'infériorité électorale des villes. Dans les scrutins législatifs, villes et campagnes votent ensemble; mais les suffrages des ouvriers et même les votes de la bourgeoisie sont victorieusement refoulés par le flot irrésistible des doubles et des triples votes campagnards.

Les villes sont impitoyablement sacrifiées.

Et l'on ne sait pas assez que les ouvriers ne sont pas les seules victimes.

Le commerce et l'industrie sont, en effet, gravement méconnus par l'article 47 de la Constitution. Ils n'y sont pas même mentionnés! Sans doute et en fait, ils sont moins maltraités que les intérêts purement ouvriers. Mais ils subissent cependant aussi, dans les conditions les plus offensantes et les plus dangereuses, la prééminence de la propriété foncière rurale.

Nos négociants et nos industriels ne sont pas toujours propriétaires de leurs maisons de commerce ou de leurs usines. Leurs capitaux sont souvent jetés tout entiers dans les affaires. Des centaines de mille francs et des millions sont convertis en marchandises et en outillages d'une valeur énorme.

Eh bien! rien de tout cela ne leur donne le suffrage supplémentaire d'une propriété terrienne de 2,000 francs!

Des milliers d'artistes et d'écrivains, une foule d'artisans qui sont de véritables artistes et de véritables hommes d'étude, ne comptent guère que comme des citoyens de troisième classe!

Et s'il est vrai que les diplômes scientifiques valent à leurs possesseurs le privilège du triple vote, ils sont en si petit nombre qu'ils sont submergés dans l'avalanche des suffrages ruraux.

Ainsi donc se trouve réalisée à la fois l'infériorité électorale des classes ouvrières et celle de toute la bourgeoisie des villes et des centres industriels.

Situation grave et dangereuse dans un pays dont la prospérité dépend, au plus haut degré, du développement du commerce et de l'industrie!

Au point de vue politique, le mal, sans cesser d'être considérable, est moins sensible assurément dans les régions wallonnes, où la population des campagnes, plus ouverte aux idées nouvelles, professe souvent des opinions qui ne la mettent pas en antagonisme avec les habitants des villes. Mais il atteint des proportions effrayantes, surtout dans les arrondissements où la dualité des races et des langues accentue les conflits d'opinion. Nos populations rurales flamandes, demeurées plus soumises aux influences conservatrices, pèsent sur les scrutins de tout le poids de leurs privilèges censitaires.

Toute proportion est détruite au détriment des villes.

Il est à peine nécessaire de dire que nous ne réclamons pas de privilèges compensateurs pour les villes. Les défenseurs du suffrage universel ont eu le mérite de faire justice aux campagnes que le régime censitaire sacrifiait;

mais on a dépassé la mesure jusqu'à faire de la propriété foncière rurale la dominatrice du pays.

Et c'est là un privilège qui doit disparaître à son tour.

Ce que nous poursuivons, c'est le triomphe de l'égalité politique. Nous voulons le suffrage universel, le droit égal pour tous et le développement harmonique des villes et des campagnes, des arts, des sciences, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

Mais nous sommes en droit de faire remarquer que la revision du régime actuel s'impose tout autant à la conscience des hommes pour lesquels le suffrage universel n'est pas un idéal et qui seraient tentés de voir dans la pluralité des suffrages le moyen d'augmenter l'influence électorale d'une élite sociale.

N'est-il pas de toute évidence que ce résultat n'est pas atteint par la Constitution?

On ne combat guère le suffrage universel qu'en invoquant le danger d'ignorance ou d'erreur qui menace ses choix.

Le danger est chimérique, et l'expérience victorieuse de la prospérité ascendante des grands peuples démocratiques en fait de plus en plus justice.

Mais, si le danger était réel, ne serait-il pas aggravé par un régime qui prodigue les privilèges électoraux précisément aux éléments les moins éclairés et les plus dépendants de la population?

La part d'ignorance que recèle tout corps électoral est artificiellement augmentée par la loi elle-même, et ce au point de devenir réellement dangereuse. Même parmi les conservateurs, nombre d'hommes ne sont pas sans inquiétude au sujet des périls que le maintien du régime ferait courir au pays.

Un fait nouveau va se produire qui aggravera singulièrement cette situation et rendra plus écrasante encore la prépondérance rurale.

Par suite de la péréquation cadastrale que vient de terminer l'administration, la valeur cadastrale de la plupart des immeubles sera sensiblement augmentée.

Il y aura notamment un très grand nombre de parcelles dont le revenu cadastral, actuellement évalué au-dessous de 48 francs, atteindra ou dépassera cette somme.

Quarante-huit francs de valeur cadastrale, c'est le chiffre admis par la loi électorale comme correspondant à une valeur de 2,000 francs et comme attributif d'un vote supplémentaire.

Or, dans les villes, toutes les maisons ont naturellement déjà un revenu cadastral de plus de 48 francs (fr. 3.36 d'impôt foncier).

C'est parmi les biens ruraux seulement que se produira la multiplication des propriétés électorales.

Dans l'arrondissement d'Ath-Tournai, il y a des communes rurales où le nombre d'articles du cadastre élevés nouvellement à la valeur électorale, sera de 200, 225, 250, 300 et au delà; et pour l'ensemble de l'arrondissement, sauf les deux villes de Tournai et d'Ath, leur nombre total s'élèvera au chiffre formidable de 8,374.

Comme il y a, en tout, dans ces communes rurales, 34.976 articles cadastraux, l'augmentation y sera de 24 %, tandis quelle ne sera, pour la ville d'Ath, que de 7.6 %, et pour Tournai que de 1.4 %!

Sans doute, pour chaque propriété qui change de classe, il n'y aura pas toujours un suffrage plural de plus; quelques-uns des biens qui vont atteindre le taux électoral peuvent appartenir à des citoyens qui jouissent déjà du triple vote ou, au moins, du vote supplémentaire de la propriété. Cependant, dans les chiffres qui précèdent, ce ne sont pas les parcelles cadastrales que l'on a considérées, mais les articles de la matrice cadastrale, c'est-à-dire l'ensemble des immeubles qui, dans la commune, appartiennent au même propriétaire. Celui-ci, à moins qu'il n'ait des biens dans d'autres communes, n'était donc pas électeur plural comme propriétaire, et il va le devenir.

Donc, d'une façon générale, on peut dire que presque tous les articles cadastraux signalés créeront un suffrage nouveau.

Et la même situation va se produire partout.

Dans les communes rurales de la Flandre orientale, il y aura entre dix et onze mille maisons qui deviendront des maisons électorales conférant le vote plural à leurs propriétaires.

Dans les autres provinces, les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Ainsi donc, même les réformes fiscales vont, à nouveau, ne plus pouvoir s'exécuter sans entraîner, en même temps, des bouleversements considérables et iniques dans la force politique des partis et des classes.

Le problème des maisons ouvrières, du logement des travailleurs des usines et des travailleurs des champs va lui-même retentir sur la lutte des partis.

Car les pauvres gens sont partout mal logés et ils souffrent cruellement de cette misère; mais on verra construire cent petites maisons pour les travailleurs des champs contre dix, plus grandes peut-être, dans les villes. Et ces dernières seront le plus souvent occupées par plusieurs ménages et par quartiers. Les premières donneront toutes trois voix à leur propriétaire qui en sera l'unique occupant.

Ce sont assurément des conséquences du vote plural que nul, croyons-nous, n'apercevait en 1893.

Ne pas en tenir compte aujourd'hui serait d'une politique inavouable!

Nous croyons en avoir dit assez pour démontrer la justice, la nécessité, l'urgence de la revision.

D'autres griefs pourraient être invoqués; car jamais les soupçons de fraude n'ont été aussi redoutablement confirmés par des faits connus de tous. Les listes électorales mêmes sont suspectes. En maints endroits, elles sont systématiquement falsifiées. Aucun contrôle réel n'en existe.

Il y faudrait l'intervention d'une magistrature armée des pouvoirs d'un procureur du Roi ou d'un juge d'instruction.

Or, il n'existe pas même une commission de magistrats, de fonctionnaires ou de délégués du Parlement pour faire d'office des vérifications qu'il est impossible aux citoyens de faire eux-mêmes. Et les listes électorales sont

dressées par les collèges échevinaux, dont les membres sont des hommes de parti, personnellement intéressés dans le résultat de l'opération !

Il est nombre de magistrats communaux, bourgmestres et échevins, qui sont au-dessus du soupçon. Mais ils sont les premiers à dire que le régime actuel apparaît comme une provocation à la fraude.

Nous ne voulons pas insister; mais il y a là une nouvelle et décisive raison pour que l'article 47 de la Constitution soit révisé sans retard.

Il y aura lieu nécessairement aussi de réviser l'organisation du Sénat, pour la mettre mieux en harmonie avec le suffrage universel.

Le cens d'éligibilité ne doit pas survivre au cens électoral, et le pays attend du Sénat qu'il devienne une puissante représentation des grands intérêts nationaux ou, tout au moins, la réunion des supériorités sociales qui se sont révélées dans l'art et dans la science, dans la magistrature, l'administration, l'armée, le commerce, l'industrie et les grandes fonctions des collectivités ouvrières.

Enfin, la représentation proportionnelle n'a pas reçu son organisation définitive.

Des modifications constitutionnelles seront nécessaires pour en assurer le fonctionnement régulier et exact. Quelle que soit l'opinion que l'on professe sur cette institution, tous seront d'accord pour dire qu'il est intolérable qu'elle fasse aux partis une situation parlementaire qui ne répond pas à leur force réelle dans le pays.

Telles sont les raisons, Messieurs, qui justifient la demande de révision qui vous est soumise.

Nous avons la confiance que le Parlement voudra faire justice.

ÉMILE FERON.

HECTOR DENIS.

PROPOSITION DE LOI.**WETSVOORSTEL.**

Les députés soussignés ont l'honneur de proposer à la Chambre des Représentants d'adopter la déclaration suivante :

Il y a lieu à la revision des articles 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57 de la Constitution.

De ondergeteekenden hebben de eer aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor te stellen, tot de navolgende verklaring toe te treden :

Er behoort te worden overgegaan tot de herziening van de artikelen 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57 der Grondwet.

ÉMILE FERON.

ÉMILE VANDERVELDE.

J. DE VIGNE.

H. DENIS.

VICT. VAN DE WALLE.

BERTRAND.

(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 APRIL 1904.

Wetsvoorstel tot herziening van artikel 47 en volgende van de Grondwet.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het strekt de Herziening in 1893 tot eer, dat zij voorgoed een einde stelde aan de uitsluiting van den werkersstand op politiek gebied. Het verwerpen van het cijnsstelsel en het opnemen van algemeen stemrecht, in de Grondwet, zijn onherroepelijke maatregelen, en niemand zou durven voorstellen ze in te trekken. Niemand zou het wagen om het stemrecht te ontnemen aan die werkende klasse, want de naartige burgerstand weet wel dat zij zijne beste en krachtigste medewerkster was, om zijne nijverheid in aanzien te doen winnen. De vreemdeling acht dat onze werklieden behooren tot de besten der wereld. Zij zouden niet te evenaren zijn, waren onze scholen op de hoogte van die der hoogst beschaafde volkeren.

Is algemeen stemrecht de voortaan onwrikbare grondslag onzer Grondwet geworden, toch verdween de politieke ongelijkheid niet, en het oogenblik is gekomen om het werk van 1893 te volmaken. De zoo fiere als edele verklaring van artikel 6 onzer Grondwet : « *Alle Belgen zijn gelijk voor de wet* », mag niet langer stuiten op de cijnsvoorrechten van meervoudig stemrecht en moet eene tastbare wezenlijkheid worden.

Voor ons land ware 't heilzaam geweest, hadde men reeds in 1903 volkomen rechtvaardig gehandeld; want vooral aan de overblijfsels van den cijns, bij meervoudig stemrecht, is de smartelijke bitsigheid van den politieken en socialen strijd sedert elf jaar te wijten. Voorrechten zijn hatelijk, en slechts vervallen volkeren kunnen daarin berusten.

Zoo het schijnt dat de maatschappelijke vrede soms slecht was verzekerd, dan is 't omdat de nieuwe ongelijkheid ten nadeele van onze minst gegoede

medeburgers uitgedacht, onder het volk gevoelens van verbittering en wrok liet bestaan, tegenover welke het aandenken aan de groote vrede-lievende omwenteling, verwekt door samenwerking van volk en burgerstand, verbleekte.

Er werd vergeten dat algemeen stemrecht was verworven, en men dacht nog enkel aan de onrechtvaardigheid van het ongelijk stemrecht : « drie stemmen voor de rijken, eene enkele stem voor de armen ! » En dat baarde verontwaardiging ! Zoodat aan de openbare machten, die geen volkomen recht wisten te plegen, het voordeel ontging van de door allen betrachte sociale bedaring. Het arbeidend volk, dat zijn recht in zoo ruime mate had doen erkennen, bleef vijandig en behield zijne grief, als hadde het niets verworven. Het dacht gestadig aan wat men het onthouden had.

Meesttijds blijven halve maatregelen en onvolledige hervormingen vruchte-loos, tot het oogenblik dat zij worden voltrokken en dat er volkomen recht-vaardigheid bestaat. Dus ware 't beter geweest het cijnsvoorrecht volstrekt uit de Grondwet te verbannen. Doch de wet der geschiedenis leert dat slechte instellingen zelden ineens verdwijnen. Gebaard door dwaling, zaaiden zij onrechtvaardigheid, en de daardoor verstoorde gemoederen komen slechts trapsgewijze tot het besef van waarheid en rechtsbewustheid. En behalve in stonden van groote vrijmakende omwentelingen, wanneer als 't ware wor-den verbroken de boeien der volkeren, welker lankmoedigheid is afgesleten op eene te langdurende verdrukking, moet men soms berusten in de vervul-ling van slechts een deel der ondernomen taak.

De Herziening in 1893 was eene minnelijke schikking. 't Was ook een wapenstilstand. Zij behoeft België voor eene omwenteling, die stroomen bloeds kon doen vergieten.

Dus was zij billijk, in zooverre dat alle partijen zich aan hare noodzake-lijkheid onderwierpen. Kamer en Senaat stemden er mede in, met eene overgroote meerderheid, schier in dezelfde verhouding gevormd door de liberale als door de katholieke partij. Toen waren er nog geene socialistische afgevaardigden, en de arbeidende volkspartij vond in het Parlement geene andere vertolkers van hare wenschen dan de afgevaardigden der liberale Linkerzijde, voorstanders van algemeen stemrecht. Doch buiten het Par-lement volgde zij angstig en trillend van gramschap, zelfs dreigend, de teleurstellende afwisselingen van den strijd die hier werd geleverd tot verdediging van haar recht.

Ongetwijfeld waren voor haar die minnelijke schikking, die wapenstil-stand lastiger aan te nemen, en zij leed bitter, toen nogmaals de gansche verwezenlijking van haren langdurenden droom van rechtvaardigheid werd verdaagd ; ongetwijfeld zwoer zij dat zij nooit zou afzien van haar edelaardig ideaal van politieke gelijkheid ; doch het volk is graag edelmoedig, en het vindt er eene groote vreugde in, wanneer een luttel rechtvaardigheid het in staat stelt om weder vertrouwen te hebben ; en niet kunnende instemmen met meervoudig kiesrecht, wilde het ten minste toestemmen in den wapen-stilstand.

Te nauwnood overschreed het nieuws van de beruchte stemming, —

waardoor de Kamer den 18^{en} April 1893, het algemeen stemrecht had uitgeroepen, — het woud van bajonetten, waarmede het Parlement was omringd, of de woeling hield als bij tooverslag op! En de algemeene Raad der socialistische partij stelde een einde aan de meest geduchte politieke werkstaking, welke ooit in ons land ontstond. Reeds des anderendaags vervulden de arbeiders de werkplaatsen, en hervatte het bevredigde land zijne edele taak in de nijverheid!

Ook de arbeidende volkspartij had het nieuw stelsel respijt verleend.

De nieuwe toestand ving dus aan onder de gunstigste voortteekenen. Ongetwijfeld werd hij wat haastig verwekt, evenals alles wat men te lang deed verbeiden; doch het was te denken dat de noodige verbeteringen er aan toegebracht zouden worden na de eerste proefnemingen, zonder hevige woeling en zonder blinde tegenkanting, in een gezamenlijken geest van welwillendheid, tusschen den burgerstand die van zijne vorrechten had afgezien, en het volk, welks rechten door die opoffering waren bekrachtigd.

Waarom werd die hoop teleurgesteld? Welke schuld dragen de menschen en de omstandigheden aan hare vrijdeling?

De geschiedenis zal ieders verantwoordelijkheid doen uitschijnen. Doch aangezien deze toelichting geen twistgeschrijf is, ware 't ijdele moeite thans al te zeer aan te dringen op een twist, waarover de partijen kwalijk kunnen oordeelen en die enkel is op te lossen door eene uitspraak van het oppermachtig Land.

Het moge volstaan te doen uitkomen dat behalve de partij die aan 't bewind is, al de andere partijen zich verklaren voor eene nadere herziening der Grondwet. Zij zelve die de herziening in 1893 als gewaagd en vermetel beschouwden, achten het thans volstrekt noodig het land bepaald democratische instellingen te verschaffen.

De liberale partij, welker eenheid indertijd werd verbroken, juist om dit vraagstuk van algemeen stemrecht, hereenigde zich, zoowat vier jaar geleden, en maakte de grondwetsherziening en het algemeen stemrecht tot het eerste artikel van haar programma. Dezelfde eischen werden steeds door de socialistische partij doorgezet. En zelfs onder de katholieken, zijn er velen die door wel twintig vroegere verklaringen zijn verbonden aan de zaak van het algemeen stemrecht. Sommigen verwijderden zich zelfs van hunne partij; om met meer vrijheid de politieke gelijkheid te verdedigen.

Niet slechts arbeiders en democraten vragen om herziening. Ook de burgerstand eischt ze even beslist. De gematigste lieden sluiten zich aan bij de beweging.

Dus ontstond er werkelijk een ommekeer in de openbare denkwijze. Wat in 1893 gewaagd kon schijnen, wordt thans voor onvoldoende gehouden, omdat uit de ondervinding is gebleken, zelfs voor hen die konden verleid worden door het beginsel van meervoudig stemrecht, dat het stelsel in geene redelijke noch billijke voorwaarden wordt toegepast. Velen, afgeschrikt door onwetendheid, wilden het algemeen stemrecht vrijwaren voor de mogelijke meeslepende kracht der meest afhankelijke, der minst met politieke zaken

bekende bestanddeelen, doch thans verklaren zij vlakaf dat de cijnsvoor-rechten van meervoudig stemrecht veeleer het gevaar aanzienlijk doen toenemen dan het verminderen.

In het bestaande stelsel, is grondeigendom overheerschend. Handel, nijverheid, wetenschap, kunst, arbeid in al zijne uitingen, zijn op den achtergrond geschoven.

En zoodanig is alles geregeld, dat *landelijke* grondeigendom voor eene gelijke waarde oneindig meer bijstemmen verschaft dan *stedelijke* grondeigendom. Ten plattelande krieft het van eigendommen ter waarde van 2,000 frank, huisjes of stukjes land. Dit bestaat niet in de steden, waar het minste huis eene hoogere waarde heeft, zoodat vooral ten plattelande de verschrikkelijke vermenigvuldiging van bijstemmen, als grondeigenaar, plaats vindt.

In 1893 liet men zich verlokken door de verlaging, tot 2,000 frank, van de waarde van onroerende goederen die eene bijstem zouden verschaffen, en het voorrecht deed zich voor onder den schijn van een schier democratisch voorrecht. Doch wezenlijk kreeg het, onder dien bedrieglijken schijn, verhoudingen waaraan nooit was gedacht, en werd het honderdmaal geduchter dan zoo het alleen aan groote eigenaars ware verleend. Want zulke zijn er niet veel; doch thans zijn er 331,000 kiezers, bezitters van onroerende goederen van 2,000 frank, weshalve zij dubbel stemrecht genieten, en overgroot is het getal van diegenen onder zulke grondeigenaars, welke niets anders zijn dan werktuigen, onderworpen aan al den invloed, aan al de drukking der behoudsgezinden.

Een stukje land of een huisje van 2,000 frank zijn niet eens waarborgen tot onafhankelijkheid en kluisteren vaak zoo erg als in den tijd der lijfeigenschap de arme bezitters aan den grond. Met zoo weinig, kunnen die rampzaligen niet leven, en zij hangen af van den grooten heer, die hun het bijkomend stukje land, dat zij noodig hebben, verpachten wil.

Hun toestand bewijst voorwaar niet dat zij verstandiger of oordeelkundiger zijn. Zijn vele landbouwers thans geleerde lieden, hoevelen zijn er niet die nog de minste kunde derven? En is het in zake van verkiezing geene hoofdzaak de politieke feiten te kennen? En hoe kunnen zij zulke kennis verwerven, diegenen hunner, welke zelfs geen lager onderwijs genoten, afgezonderd, verre van de brandpunten van verstandelijk leven blijven, en, zoo zij lezen, enkel bladen raadplegen, welker partijdigheid ze vaak in dwaling leidt en welker inlichtingen zij niet kunnen nagaan?

En toch verwerven zij een voordeel te meer!

De Linkerzijde die algemeen stemrecht voorstond, had in 1893 verzoenen-derwijs voorgesteld eene tweede stem te verleen en aan huisvaders. Dat was geen eigenlijk voorrecht, vermits het familiehoofd, wanneer vrouwen niet stemmen, eigenlijk maar de belangen van vrouw en kinderen vertegenwoordigde. Doch dit wilde men niet toegeven, en verleende slechts twee stemmen aan den huisvader die 5 frank aan personeele belasting voor zijne woning zou betalen. Zodoende, maakte men werkelijk die tweede stem tot een voorrecht, vermits zij slechts werd toegestaan aan 33 % der familiehoofden van 35 jaar.

67 % worden uitgesloten.

En nogmaals is 't op de steden dat die uitsluiting het zwaarst drukt, want hetzelfde huisje van 2.000 frank, dat ten plattelande zijnen bezitter de bijstem geeft als grondeigenaar, is insgelijks aangeslagen in de personeele belasting, en verschaft hem nog eene bijstem als familiehoofd. Zoo komt het dat het ten plattelande krielt van driemaal stemgerechtigden, terwijl de stedelijke werkman, die geen huis bezit en niet is aangeslagen in de personeele belasting, slechts éénmaal stemgerechtigd is.

Dus draagt alles bij om de steden in een ondergeschikten toestand te houden. Voor de Wetgevende Kamers, stemmen steden en landelijke gemeenten te zamen; doch de stem der werklieden en zelfs die der burgerij wordt zegevierend overvleugeld door den onweerstaanbaren stroom der dubbele en der drievoudige stem van de landlieden.

De steden worden onverbiddelijk opgeofferd.

En niet genoeg is het geweten dat de werklieden niet de eenige slachtoffers zijn.

Handel en nijverheid worden insgelijks erg miskend door artikel 47 der Grondwet. Zelfs worden zij er niet eens in vernoemd! Ongetwijfeld worden zij feitelijk minder slecht behandeld dan de loutere arbeidersbelangen. Maar toch moeten zij in de meest krenkende en meest gevaarlijke voorwaarden den voorrang van den landelijken grondeigendom dulden.

Onze handelaars en nijveraars zijn niet steeds eigenaar van hun handels-huis of hunne fabriek. Gansch hunne kapitalen zijn soms in hunne zaken belegd. Honderdduizenden en millioenen frank worden besteed aan goederen en aan tuig van overgroote waarde.

Welnu, niets van dat alles geeft hun het bijkomend stemrecht van een landelijk eigendom van 2,000 frank!

Duizenden kunstenaars en schrijvers, eene menigte ambachtslieden, wezenlijke kunstenaars en mannen van studie, gelden slechts als burgers van derden rang!

En is het waar dat zij die een wetenschappelijk diploma bezitten, deswege het voorrecht der driedubbele stem genieten, zou weinig talrijk zijn zij, dat zij worden versmoord in den overvloed der landelijke stemmen.

Zoo bestaat dus op kiesgebied de ondergeschiktheid der arbeidende standen en die van den ganschen burgerstand der steden en nijverheidscentrums.

Dat is een erge en gevaarlijke toestand. in een land welks bloei ten zeerste afhangt van uitbreiding van handel en nijverheid!

In een politiek opzicht is het kwaad, ofschoon nog aanzienlijk, voorzeker geringer in de walenstreken, waar het plattelandsche volk, meer toegankelijk voor nieuwere begrippen, vaak gevoelens heeft die het niet in strijd met de stedelijke bevolking brengen. Doch het geraakt tot eene verschrikkelijke verhouding, vooral in die arrondissementen waar dualiteit van ras en taal het verschil van gevoelens verscherpt. Onze Vlaamsche landelijke bevolking, die meer vatbaar bleef voor behoudsgezinden invloed, drukt op de stembus met al het gewicht van hare cijnsvoorrechten.

Alle verhouding is ten nadeele der steden verbroken.

Nauwelijks hoeft het gezegd, dat wij geene daartegen opwegende voorrechten voor de steden vragen. De verdedigers van algemeen stemrecht hadden deze verdienste, dat zij recht verschafte aan het platteland, door het eijnsstelsel opgeofferd; doch er werd geene maat gehouden, zoodat de landelijke grondeigendom het land overheerscht.

En dat voorrecht moet op zijne beurt verdwijnen.

Wij beoogen de zegepraal der politieke gelijkheid. Wij willen algemeen stemrecht, gelijk recht voor allen en overeenstemmende ontwikkeling van steden en platteland, van kunsten, wetenschappen, handel, nijverheid en landbouw.

Doch wij hebben het recht te doen opmerken dat de herziening van het bestaande stelsel zich evenzeer opdringt aan het geweten van hen die het algemeen stemrecht niet beschouwen als een ideaal en geneigd zouden wezen in meervoudig stemrecht het middel te zien om aan het puik eener samenleving meer invloed op kiesterrein te verschaffen.

Is het niet zonneklaar dat de Grondwet dien uitslag niet bereikt?

Tegen algemeen stemrecht wordt weinig anders ingebracht dan het gevaar van onwetendheid of dwaling, dat zijne keus bedreigt.

Het gevaar is hersenschimmig, en de zegevierende ervaring van den toenemenden bloei der groote democratische volkeren breekt daar meer en meer den staf over.

Doch bestond het gevaar werkelijk, zou het dan niet erger worden gemaakt door een stelsel, dat op kiesgebied zulke milde voorrechten verschafft, juist aan de minst verlichte en meest afhankelijke bestanddeelen des volks?

De som van onwetendheid, vervat in ieder kiezerskops, wordt kunstmatig vermeerderd door de wet zelve, en wel in zooverre dat zij wezenlijk gevaarlijk wordt. Zelfs onder de behoudsgezinden zijn velen ongerust over de gevaren waarin het land kan komen door handhaving van het stelsel.

Eerlang zal er een nieuw feit ontstaan, dat dezen toestand veel erger en het landelijk overwicht nog verpletterender zal maken.

Ten gevolge der kadastrale indeeling, thans een voldongen feit, zal de kadastrale waarde van meest alle onroerende eigendommen vermeerderen.

Een aantal perceelen, waarvan het kadastraal inkomen thans lager dan 48 frank is geschat, zullen die som bereiken of overtreffen.

Acht en veertig frank kadastrale waarde, is het cijfer dat, volgens de kieswet, overeenkomt met eene waarde van 2,000 frank en eene tweede stem toekent.

Welnu, in de steden hebben alle huizen natuurlijk reeds een kadastraal inkomen van meer dan 48 frank (fr. 3.56 grondbelasting).

Enkel onder landelijke goederen zal de vermenigvuldiging der kies eigendommen geschieden.

In het arrondissement Ath-Doornik zal in sommige landelijke gemeenten het getal artikelen van het kadaster, die zijn gestegen tot de waarde welke stemrecht verschafft, 200, 225, 250, 300 en nog meer bedragen; en voor

gansch het arrondissement, behalve de steden Doornik en Ath, zal dit getal het geduchte cijfer van 8,374 beloopten.

Daar er in 't geheel in die landelijke gemeenten 34,976 kadastrale artikelen zijn, zal de vermeerdering er 24 % bedragen, en daarentegen voor Ath slechts 7.6 %, en voor Doornik 1.4 %!

Voorzeker zal iedere eigendom die van klasse verandert niet steeds eene meerdere stem geven; enkele goederen, welke het kiesbedrag zullen bereiken, kunnen behooren aan burgers die reeds driemaal stemgerechtigd zijn of ten minste de bijstem wegens grondeigendom bezitten. Doch in de voorgaande cijfers geldt het niet de *kadastrale perceelen*, maar wel de *artikelen van den kadastralen legger*, dat zijn de gezamenlijke goederen die in eene gemeente behooren aan een zelfden eigenaar. Ten ware hij goederen bezat in andere gemeenten, was deze dus geen meervoudig kiezer als grondeigenaar, doch zal het worden.

Derhalve mag in algemeenen zin worden gezegd dat nagenoeg al de aangehaalde kadastrale artikelen eene bijstem zullen verschaffen.

En dezelfde toestand zal overal ontstaan.

In de landelijke gemeenten van Oost-Vlaanderen zullen van tien tot elfduizend huizen meervoudig stemrecht aan hunne eigenaars verschaffen.

In de andere provinciën zullen dezelfde oorzaken dezelfde gevolgen hebben.

Dus zal men andermaal geene fiskale hervormingen meer kunnen invoeren zonder tevens aanzienlijke en onrechtvaardige stoornis te verwekken in de politieke kracht van partijen en klassen.

Zelfs het vraagstuk der werkmanswoningen, van de huisvesting van fabriek- en van landarbeiders zal invloed uitoefenen op den strijd der partijen.

Want arme lieden huizen overal slecht en lijden erg aan die ellende; doch honderd huisjes zullen gebouwd worden voor landarbeiders, tegen tien, wellicht grootere huizen in de steden. En in deze zullen meesttijds vele huishoudens op kamers wonen.

Zulke gevolgen van meervoudig stemrecht had voorwaar, denken wij, in 1895 niemand voorzien.

't Ware eene onverschoonbare politiek, daar thans geene rekening mede te houden!

Wij denken hiermede genoeg te hebben bewezen hoe rechtvaardig, noodzakelijk, dringend de herziening is.

Nog andere grieven zijn in te roepen, want nooit werd het vermoeden van bedrog zoo verschrikkelijk bevestigd door feiten welke iedereen kent. Zelfs de kiezerslijsten zijn verdacht. In menige plaatsen worden zij stelselmatig vervalscht. Er bestaat geen wezenlijk toezicht.

Daartoe zou moeten optreden eene magistratuur, gewapend met de macht van een procureur des Konings of van een onderzoeksrechter.

Welnu, er bestaat niet eens eene commissie van magistraten, ambtenaren of door het Parlement aangestelden om ambtshalve het onderzoek te doen

dat voor de burgers zelven onmogelijk is. En de kiezerslijsten worden opgesteld door schepencollege's welker leden partijmannen zijn, die persoonlijk belang hebben bij den uitslag der verrichting!

Tal van gemeentemagistraten, burgemeesters en schepenen staan boven alle verdenking. Doch zij, de eersten van al, zeggen dat het bestaande stelsel als 't ware bedrog uitlokt

Wij willen niet verder aandringen; doch dat is eene nieuwe en afdoende reden om onverwijld artikel 47 der Grondwet te herzien.

Noodzakelijk moet dan ook de inrichting van den Senaat worden herzien, om ze beter overeen te brengen met het algemeen stemrecht.

De cijns om verkiesbaar te zijn mag niet langer bestaan dan de kiescijns, en het land verwacht dat de Senaat eene machtige vertegenwoordiging van 's lands groote belangen wordt, of ten minste eene vergadering van mannen die zich in kunst en wetenschap, magistratuur, bestuur, leger, handel, nijverheid en in de verheven ambten bij arbeiders-collectiviteiten een sociaal aanzien wisten te verschaffen.

De evenredige vertegenwoordiging, ten slotte, werd tot hertoe niet bepaald ingericht.

Er zijn wijzigingen aan de Grondwet noodig, opdat er regelmatige en nauwkeurige evenredige vertegenwoordiging zou bestaan. Wat men ook over die instelling denke, iedereen moet bekennen dat het onduidbaar is dat zij aan de partijen in de Kamers een toestand verschaft, welke niet overeenkomt met hare wezenlijke macht in het land.

Deze redenen, Mijne Heeren, billijken de u gedane vraag om herziening. Wij vertrouwen dat het Parlement recht zal plegen.

ÉMILE FERON.

HECTOR DENIS.

PROPOSITION DE LOI.**WETSVOORSTEL.**

Les députés soussignés ont l'honneur de proposer à la Chambre des Représentants d'adopter la déclaration suivante :

Il y a lieu à la revision des articles 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57 de la Constitution.

De ondergeteekenden hebben de eer aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor te stellen, tot de navolgende verklaring toe te treden :

Er behoort te worden overgegaan tot de herziening van de artikelen 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57 der Grondwet.

ÉMILE FERON.

ÉMILE VANDERVELDE.

J. DE VIGNE.

H. DENIS.

VICT. VAN DE WALLE.

BERTRAND.

